

PV des visites terrains de la sous-commission du CESE dans la Région d'OUED EDDEHAB LAGUIRA du 14 au 18 janvier 2013

1. Composition de la sous-commission:

Mohamed HORANI (président); Abdellah MOUTTAQI et Laila BERBICH (rapporteurs); Mohamed Bachir RACHDI; Ahmed Baba AABBANE; Driss BELFADLA et Hassan AGOUZOUL (expert).

2. Déroulement des visites terrain :

- 14/01/2013: arrivée à Dakhla
- Mardi 15/01/2013:
 - 9h-12h: visite de réalisations socio-économiques à Dakhla
 - 12-13h: réunion avec M le Wali et des services de sécurité et de la justice
 - 15h30-17h: réunion avec les élus (région et communes)
 - 17h45- 19h30: réunion avec les présidents des Chambres professionnelles
 - 20h30: réception en présence du président du CESE et d'environ 350 invités (M le Wali, élus, associations...
- Mercredi 16/01/2013:
 - 9h30-11h: réunions avec les délégués des 5 syndicats les plus représentatifs
 - 11h-12h30: réunions avec les chefs des services extérieurs
 - 14h30-15h30: visite du village de pêche Lassarga (non prévue initialement)
 - 16h- 17h30: réunion avec les Associations (droit humains, social et culture...)
 - 18h- 19h345: réunion avec les Associations (économie)
 - 19h50-21h: réunion avec Associations de jeunes (non prévue initialement)
- Jeudi 17/01/2013: déplacement au centre de Bir Gandouz (300 km au sud de Dakhla)
 - 10h-11h: réunion avec M le Gouverneur en présence de son cabinet et des services de sécurité
 - 11h-12h30: réunions avec les élus et la société civile
 - 13h-15h30: déjeuner de travail avec les élus/gouverneur
 - 16h- 17: visite du village de pêche Lamhiriz (non prévue initialement)
 - 20h- 20h30: réunion avec trois citoyens (à leur demande/non prévue initialement)

- Vendredi 18/01/2013:
 - 9h30-11h30: réunion avec les Associations Educatives
 - 11h30-12h30: réunion avec les Opérateurs économiques
 - 15h30-18h: réunion avec les Associations Economie, Droit Humain, Sport...

3. Analyse de de la participation des populations :

N° de la rencontre	Type de la rencontre	Nbre réel des participants
1	Visite de réalisations socio-économiques à Dakhla	30
2	Réunion avec M le Wali et des services de sécurité et de la justice	12
3	Réunion avec les élus (région et communes)	14
4	Réunion avec les présidents des Chambres professionnelles	4
5	Réception en présence du président du CESE et d'environ 350 invités (M le Wali, élus, associations...)	430
6	Réunions avec les délégués des 5 syndicats les plus représentatifs	10
7	Réunions avec les chefs des services extérieurs	21
8	Visite du village de pêche Lassarga (non prévue initialement)	40
9	Réunion avec les Associations (droit humains, social et culture...)	16
10	Réunion avec les Associations (économie)	21
11	Réunion avec Associations de jeunes (non prévue initialement)	16
12	Réunion avec M le Gouverneur de MHIRIZ en présence de son cabinet et des services de sécurité	8
13	Réunions avec les élus et la société civile	19
14	Déjeuner de travail avec les élus/gouverneur	16
15	Visite du village de pêche Lamhiriz (non prévue initialement)	25
16	Réunion avec trois citoyens (à leur demande/non prévue initialement)	4
17	Réunion avec les Associations Educatives	21
18	Réunion avec les Opérateurs économiques	15
19	Réunion avec les Associations Economie, Droit Humain, Sport	19
	TOTAL	741

La sous-commission a visité six infrastructures économiques et sociales et deux villages de pêche et a tenu plusieurs rencontres de travail avec les autorités locales et la sécurité nationale, les services extérieurs, les élus locaux, les acteurs économiques et sociaux de la région et tous les représentants des associations de la société civile de la région. Les réunions et les visites sur le terrain organisées durant ces quatre jours ont permis de rencontrer environ 741 personnes.

4. Constats

- **L'évaluation économique du mode de développement:** les activités de l'agriculture dans la région sont en forte croissance tirées par de grandes exploitations (melons, tomate serise,

etc.) au détriment des coopératives qui ne bénéficient pas de soutien et d'incitation de la part de l'état.

Plusieurs intervenants se sont interrogés sur les répercussions des réserves hydriques limitées des eaux souterraines sur le développement agricole dans la région et son alimentation en eau potable. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de démocratiser l'usage de l'eau dans le secteur agricole. Les atouts touristiques ont été mis en exergue par la population mais le secteur souffre de manque de liaison aérienne et de faiblesse des capacités hôtelières.

- **L'évaluation sociale du mode de développement:** nombre d'intervenants ont estimé que particulièrement le secteur de la santé souffre de plusieurs dysfonctionnements. Il n'y a pas d'hôpital multi spécialités dans la ville de Dakhla, ce qui oblige plusieurs cas à se déplacer vers la ville de Laayoune et d'Agadir. Cette situation expose les malades et les blessés à des risques importants en raison des distances à parcourir. L'éducation connaît également plusieurs problèmes, notamment le manque d'orientation et le besoin d'aller vers les villes du Nord pour poursuivre des études universitaires.
- **La Gouvernance:** la gouvernance publique locale est déficiente et connaît un manque de transparence lié particulièrement à la distribution de privilèges, tels que les lots de terrain et le non-respect des règles de surveillance des produits de la pêche. Par ailleurs, les représentants des services extérieurs ont soulevé le caractère central de l'organisation et des procédures de travail ce qui prolonge les délais, perturbe le processus d'investissement.
- **Le respect des droits de l'homme:** les participants ont souligné une sorte de discrimination qui résulte de la classification des citoyens de la région selon des critères d'appartenance non objectifs. Il existe quatre catégories de citoyens: les autochtones qui ont été recensés par les autorités espagnoles, les populations autochtones venant du nord vers les camps Al wahda soi-disant, les rapatriés des camps de Tindouf et ceux en provenance du nord de l'emploi. D'autres intervenants ont considéré que les élus locaux de la région n'ont pas de légitimité populaire. Ils ont attribué les causes de ce dysfonctionnement aux autorités locales qui s'ingèrent dans le processus d'élection communales et aux partis politiques qui proposent des candidats corrompues et sans qualification au détriment de la jeunesse et des cadres compétents.

5. Recommandations des intervenants répartis selon cinq axes:

- **Economique**
 - La réglementation des exonérations fiscales pour rétablir la confiance chez les investisseurs privés et la simplification des procédures administratives et la lutte contre l'économie de rente en conditionnant l'octroi des agréments par le respect des clauses de cahier des charges qui prévoit également l'emploi de la main d'œuvre locale.
 - L'incitation à la valorisation des produits de pêche et la mise en place des programmes dédiés au développement de l'élevage du camelin et en particulier dans la province d'Aousserd qui est disposée de vastes terrains de pâturage.
 - Encourager les banques locales à financer les projets locaux. Etudier la faisabilité de créer un fonds de développement régional et d'une banque du développement régional.
- **Social et culturel :**

- Le développement des programmes de formation professionnelle pour les jeunes de la région dans les secteurs productifs spécifiques de la région.
- La nécessité de renouveler les élites locales pour rétablir la confiance des jeunes dans leurs représentants politiques et encourager les jeunes à intégrer les partis politiques.
- La mise en place de concours de recrutement à la fonction publique au niveau régional pour permettre aux jeunes chômeurs d'accéder aux offres d'emploi local, et réduire les frais de déplacement.
- Rétablir l'intérêt au patrimoine culturel Hassani et soutenir le festival culturel « ATTERSS » dans la province d'Aousser.

- **Développement humain:**

La nécessité de réviser le système de promotion national, qui est devenu caduque : les jeunes demandent de l'emploi et non pas ce type d'aide, des associations libres et indépendantes des autorités locales.

- **Aménagement du territoire et environnement:**

Assurer la préservation de la biodiversité de la baie de Dakhla et affecter les activités des infrastructures portuaires existantes aux activités de loisir et assainir le territoire des mines antipersonnel qui menacent la population locale et les touristes. Par ailleurs, il faut construire un nouveau port sur l'atlantique dédié aux activités industrielles et de pêche.

- **Bonne gouvernance et condition de mise en œuvre:**

Former les cadres arrivants du nord du pays aux coutumes et aux spécificités culturelles locales. Renforcer les principes de respect de la dignité, l'équité et le mise en place d'indicateurs précis et chiffrés pour améliorer les instruments de mesure, suivi et évaluation de l'impact des différents projets d'infrastructures, sociaux et économiques engagés par l'état, les collectivités territoriales et l'agence de développement des régions du sud.